

La politique d'austérité du gouvernement est une catastrophe pour la vie associative :

Cette année, la moitié des renouvellements de subventions n'ont pas abouti, 28 % des associations déclarent réduire leurs activités, 18 % des associations employeuses ne remplacent pas les départs de salariés... Avec le budget 2026 de Bayrou, ce serait pire.

Ne laissons pas faire !

La France compte 2 millions d'associations avec 16 millions de bénévoles et 1,6 millions salariés. Ce domaine était à l'écart du féroce appétit du profit capitaliste.

L'activité du secteur associatif échappe au marché capitaliste. S'attaquer aux associations, c'est aussi un moyen pour le gouvernement d'offrir de nouveaux marchés avec de nouveaux profits aux capitalistes, comme cela a déjà été fait pour les services publics (énergie, courrier, chemin de fer...)

Avec le projet budget du gouvernement actuel :

- ✓ **186 000 emplois** sont directement menacés : cadres, éducateurs, formateurs, animateurs, accompagnateurs...
- ✓ Les diminutions drastiques des subventions vont **amputer toutes les prestations offertes par les associations** éducatives, sportives, culturelles, de solidarité...
- ✓ Démocratie locale, maillage social, animation culturelle et sportive, vivre ensemble, c'est l'univers cohérent de nos quartiers qui sera affecté.

Alors que chaque année, le record de dividendes versés aux actionnaires est battu, l'Etat dépense sans compter pour aider les entreprises, sans exiger de contreparties.

En 2023, c'était 211 milliards d'euros de cadeaux !

Plutôt que de verser 3 fois le budget de l'Education Nationale aux grandes entreprises, ce qui sert surtout à enrichir leurs actionnaires, il faut mobiliser les richesses produites par le travail pour répondre aux besoins humains, pour toutes et tous :

- ✓ **En soutenant une réindustrialisation sous maîtrise de la collectivité et des salariés**
- ✓ **En développant les services publics**
- ✓ **En soutenant le tissu associatif**

10 propositions du PCF pour retrouver le chemin des jours heureux...

1. **Pour l'emploi, une retraite digne et une Sécurité sociale du XXI^e siècle** : aller vers une sécurité d'emploi et de formation tout au long de la vie en permettant à chacune et chacun d'avoir un emploi ou une formation choisie et rémunérée.
2. **Pour une France de bâtisseurs et de bâtisseuses qui développe l'industrie et les services publics** : créer un fonds public de 500 milliards d'euros au service de grands travaux, d'une nouvelle industrialisation sociale et écologique, de la relocalisation en France des productions stratégiques, et du développement des services publics.
3. **Pour relever le défi énergétique, climatique et alimentaire** : doubler la production d'énergie décarbonée d'ici 2050 avec la production de 20 EPR2 et le développement des énergies renouvelables de façon cohérente et sous maîtrise publique.
4. **Pour l'avenir de la jeunesse** : créer un ministère de l'Enfance à part entière et élever la protection des enfants au rang de devoir constitutionnel pour garantir les droits fondamentaux des enfants.
Abroger « Parcoursup » et supprimer la sélection à l'entrée de l'université.
Mettre en place un revenu d'autonomie pour garantir le droit aux études des étudiants et étudiantes car **étudier c'est travailler pour l'avenir !**
5. **Pour la réappropriation publique et sociale de la production** : changer le rôle des banques, des entreprises et leur gestion pour qu'elles privilégient l'emploi efficace et la formation, ainsi qu'un autre type d'investissement.
6. **Pour prendre le pouvoir sur l'argent** : créer un pôle public bancaire et financier, reposant sur les établissements déjà existant (Banque de France, CDC, BPI, Banque Postale...) et sur des nationalisations bancaires sous contrôle des salariés.
7. **Pour les droits des femmes et l'émancipation de chacune et chacun** : une loi-cadre dotée d'un milliard d'euros pour éliminer les violences sexistes et atteindre l'égalité professionnelle femme-homme en un an. Elaborer un plan d'action global contre le racisme, l'antisémitisme, la haine des musulmans et contre l'ensemble des discriminations (à l'emploi, au logement, à l'éducation, à la santé...)
8. **Pour un nouvel âge de la démocratie** : rendre le pouvoir au Parlement contre un présidentielisme qui asphyxie la démocratie. Abroger les lois liberticides adoptées depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron. Redonner des moyens financiers aux communes et aux collectivités. Promouvoir la démocratie sociale et le rôle des organisations syndicales.
9. **Pour gagner la paix et garantir les droits des peuples** : sortir du commandement intégré de l'Otan comme première étape vers sa dissolution et garantir la sécurité collective des nations européennes. Agir en faveur du désarmement nucléaire multilatéral avec la ratification du traité d'interdiction des armes nucléaires (Tian) par la France.
10. **Pour une autre Europe, de nations et de peuples libres, souverains et associés** : rompre avec les contraintes austéritaires du « pacte de stabilité ». Mobiliser la création monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) dans un fonds de développement des services publics, et abaisser le coût des crédits bancaires afin de favoriser les investissements productifs et les dépenses en « recherche et développement » des entreprises.

Section de Grenoble

Parti Communiste Français.

Mail : pcf.grenoble@pcf-isere.fr

Site web : <https://www.pcf.fr/>

Facebook : <https://www.facebook.com/pcf grenoble/>

